

Les élections aux comités d'entreprises et la « mesure » de la représentativité syndicale

vendredi 7 avril 2017, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2017).

Sommaire

- [Les additions stupides](#)
- [Les coups du capital](#)
- [Le coût de la bureaucratie](#)
- [Ceux qui vivent sont ceux \(...\)](#)

REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE : QU'EST-CE QUI FAIT BRILLER L'ÉTOILE DU BERGER ?

La presse bourgeoise ne cache pas sa joie : la CGT est dépassée par la CFDT dans les résultats électoraux. « Séisme » pour le *Monde*, « déculottée finale » pour les *Échos*. L'honnêteté de la présentation est telle qu'elle rend déjà difficile de s'apercevoir que si la CGT est devancée par la CFDT dans le privé (1 302 778 et 24,85 % contre 1 382 647 et 26,37%), elle reste première organisation syndicale dans le public (604 624 à 23,08 % contre 504 804 à 19,27%) et dans la mise en commun des deux secteurs 1 907 402 à 24,26 % contre 1 887 451 à 24,01 %. Plus que jamais ni rire, ni pleurer mais comprendre.

Les additions stupides

Dans le privé, au delà du faible déplacement de voix entre CGT et CFDT, le plus notable est plutôt la progression de la CFE-CGC qui passe de 9,43 % à 10,67 %. Le piège des dispositions sur la représentativité syndicale, mise en place sous Sarkozy avec la bénédiction de la CFDT et de la CGT se referme sur cette dernière qui espérait éliminer les petits syndicats y compris SUD et CFTC et pourquoi pas FO dans l'optique syndicalisme rassemblé avec la CFDT. L'addition des résultats électoraux des TPE-PME où militer est un engagement risqué, des grandes entreprises où le syndicalisme peut aller de la persécution au dialogue social notamment dans les grands groupes issus du public et du public où toutes les confédérations peuvent jouer aussi la carte des mobilisations que celle de l'accompagnement des contre-réformes.

Accepter de mesurer les forces syndicales au travers des élections de comités d'entreprises où le clientélisme est très important et où l'étiquette CGT est souvent synonyme de répression, est mortifère. Une idée qui n'a pu se développer que dans les cerveaux de bureaucrates-technocrates, plus fort en tableaux Excel qu'en piquet de grève. D'ailleurs les gouvernements ne s'y sont pas trompés en supprimant les élections prud'homales, là où la CGT et FO obtenaient de meilleurs résultats...

D'une certaine façon les « petites » élections dans les TPE sont significatives : malgré le matraquage anti-CGT lors de loi travail, le positionnement « contestataire » de la CGT a été validé. Dans le même temps cela ne rend pas compte des capacités réelles de mobilisation que peuvent porter des

syndicats comme ceux de Solidaires.

La presse réactionnaire fait de ces résultats un test censé sanctionner la politique de la CGT lors de la Loi travail. En fait sur 4 ans c'est aussi les zigzag du syndicalisme rassemblé et le désarroi causé par l'affaire Lepaon qu'il faut prendre en compte.

Les coups du capital

Les explications mises en avant par la direction confédérale CGT sont centrées sur l'évolution du salariat. Indéniablement, la quasi-suppression de grands secteurs industriels (mines, textile, sidérurgie, etc.), les profondes restructurations de l'appareil productif (automobile, chimie, électronique...) ont contribué à l'affaiblissement d'une CGT dont c'étaient des « bastions », des « forteresses ». Oscillant entre ouvriérisme et adaptation sans discernement aux préoccupations des ITC de nombreux syndicats CGT ont éclaté, se retrouve minorisé face une CFDT plus « souple » ou à une CGC plus conséquente dans la défense catégorielle des cadres.

Et bien sûr ceci pèse lourdement sur les capacités de mobilisation dans un contexte où le chômage reste une menace toujours plus grande.

Le coût de la bureaucratie

La deuxième explication réside dans la politique suivie par la CGT depuis la fin des années 70. La CFDT qui avait su capter les aspirations de mai 68 (en direction des immigrés, des femmes, la démocratie), a, dès le milieu des années 70, compris que la nécessité d'un « recentrage » syndical, ouvertement réformiste qui apparaîtra au grand jour en 1995 et lors des mobilisations sur les retraites et... la Loi travail.

De son côté, la CGT en « courroie de transmission du PCF, va s'embourber dans l'accompagnement syndical des politiques des gouvernements de gauche. Une orientation qui déstabilisera bien des équipes militantes, prenant des distances avec tout projet politique et/ou abandonnant le militantisme [1]. Le résultat est sans appel de plus de 50 % en 68 la CGT tombe à 25 % dans les années 80 alors que la CFDT ne progresse quasiment pas.

Pire, dans le public les ministres communistes, bras dessus bras dessous avec les responsables CGT à EDF [2], à Air France, dans la sidérurgie, aux « PTT » vont carrément scier la branche sur laquelle ils étaient assis engageant au travers des privatisations, des destructions d'entreprises qui vont déstabiliser le syndicalisme. Les petits profits (garder la main sur les CE ou CCE sources de revenus décisifs ou des postes dans les couloirs du pouvoir), le disputent aux convictions politiques.

Le patronat va de plus en plus s'appuyer sur des syndicats CFDT plus conciliants (les moutons noirs sont exclus) quand FO est souvent plus imprévisible. La mise en place des 35 heures avec les lois Aubry, cautionnées par la CGT, accélérant le processus de mise place de structures CFDT dociles.

Ceux qui vivent sont ceux qui se battent

La CFDT fait valoir que son poids parmi les seules organisations syndicales représentatives dans le privé est de plus de 30 % pour agiter la « menace » de signature d'accords par elle seule permettant le contournement des autres syndicats au travers des référendums d'entreprise. Rodomontade bien

inutile car pour dans tous les mauvais coups la CFE-CGC, l'UNSA ou la CFTC ont rarement fait défaut.

La direction confédérale CGT ne pourra se contenter de dénoncer les évolutions sociologiques de la « classe ouvrière » ni les manœuvres gouvernementales. Prendre l'initiative, la tête des mobilisations reste le meilleur moyen pour qui veut prétendre représenter la classe ouvrière. Dans un secteur comme l'automobile chez Ford, à la SBFM, à PSA Poissy, à Renault Cléon et Lardy (alors que dans tous les autres site Renault la CGT est minoritaire) la preuve est faite que combativité et audience ne sont pas incompatibles.

Repartir sur la piste des réformes internes (fusion de fédérations en s'alignant sur la volonté gouvernementale de réduire le nombre de conventions collectives, mise en place bureaucratique de structures régionales chapeautant des UL ou des UD indociles) est à l'opposé de de ce qui nécessaire. Et il faut enfin mettre la question de la démocratie ouvrière, de la démocratie syndicale au cœur de l'activité en arrêtant de la diaboliser comme antisyndicale. Car comme le dit Philippe Poutou, l'urgence est de prendre nos affaires en mains. Toutes nos affaires.

Robert Pelletier

Notes

[1] Lire utilement : Julian Misch, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Éditions Agone, 2014

[2] Lire, relire, faire lire : Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF Adrien Thomas. Éditions l'Harmattan